

étudiants de france

Mensuel de l'Union Nationale des Etudiants de France

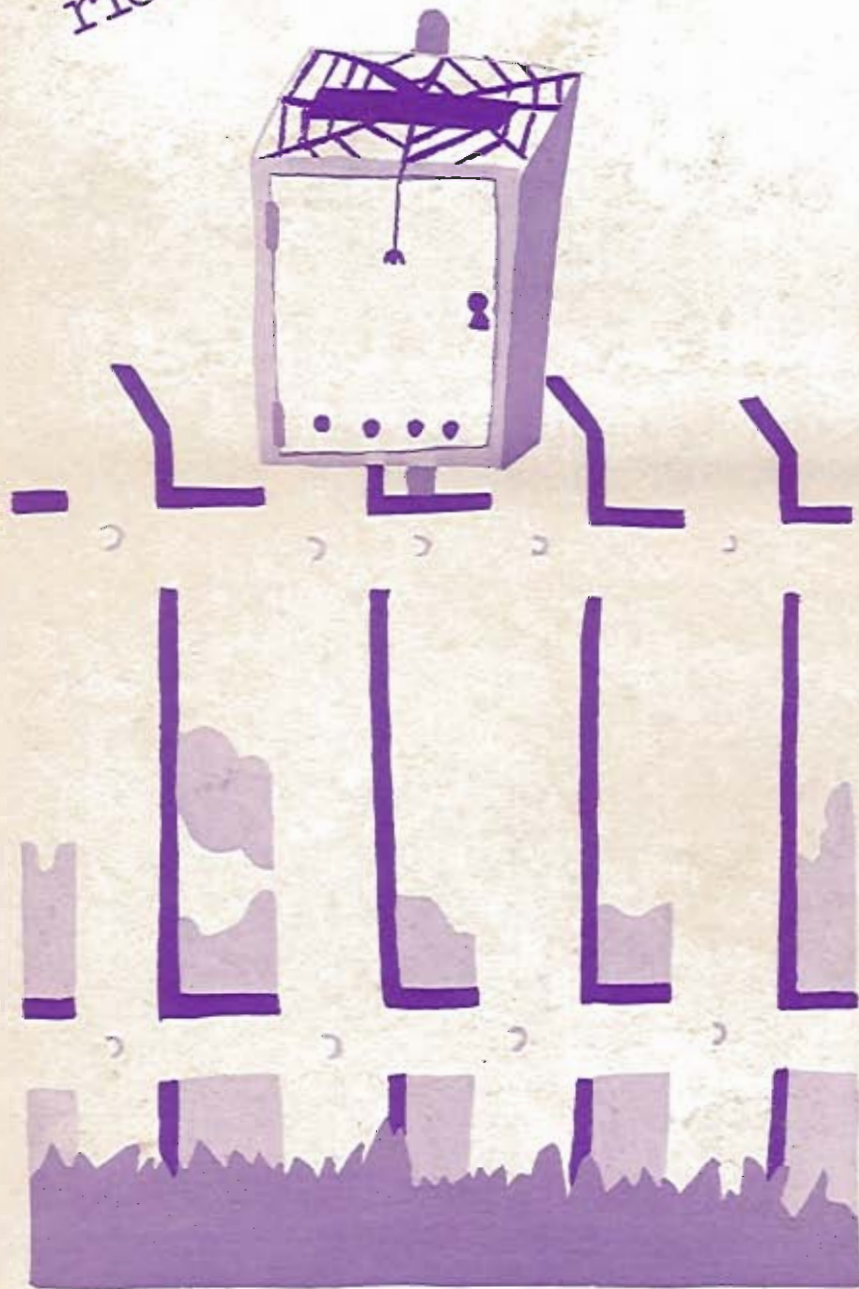
Avec l'U.N.E.F.,
Allocations d'étude
défendre ses intérêts
Formation des maîtres
Médecine



N° 5 - Février 1972 - 1 F

Courrier Sommaire

nous n'avons
rien reçu !!



Pour informer, défendre et organiser les étudiants, l'UNEF a besoin d'argent. Le pouvoir dispose des mass media et subventionne les organisations étudiantes réactionnaires. L'argent de l'UNEF ne vient que des cotisations des adhérents et du soutien financier des étudiants. Pour que l'UNEF se défende toujours mieux, donne lui plus de moyens. Verse à sa souscription. René Maurice, La Source 45. CCP 32 801 07.

Notre camarade Patrick Feigelson, qui a été le premier rédacteur en chef d'Etudiants de France après la rénovation de l'UNEF, est obligé de quitter sa responsabilité. Le Bureau

National de l'UNEF, le Comité de Rédaction lui souhaitent de réussir dans tout ce qu'il entreprendra, notamment dans ses études théâtrales.

- | | | |
|----------------|-----------|---|
| O. MAYER | 3 | Faire céder le pouvoir.
Etre plus fort. |
| | 4 | 50 universités en lutte. |
| M. BULTEN | 5 | Elections : plus d'élus pour
les revendications. |
| D. TRICLOS | 6 | La formation des maîtres. |
| P. SOFER | 7 | Pourquoi
défendre la M.N.E.F. ? |
| N. CHAMBON | 8 | Dossier :
Allocation d'études. |
| Ph. RUFFEL | 10 | Numerus Clausus :
Guichard se tait. |
| R. FANJSYLBORG | 11 | Où en est
le mouvement étudiant ? |
| M. COLOMBARD | 12 | Rencontre à Billancourt. |
| G. WASSERMAN | 13 | Après la Sorbonne. |
| U.G.E. NICE | 14 | Corse :
Pour étudier la mer à boire. |
| F. MOREY | 15 | Théâtre :
Kaleb Yacine à Lyon. |

*Etudiants de France ; mensuel de l'Union nationale
des étudiants de France.*

Directeur : Guy Konopnicki.

Rédacteur en chef : Marc Colombard.

Rédaction et siège social : 11, rue du Caire, Paris-2^e.

C.C.P. : Patrick Feigelson, 1641-25 Paris.

Maquette : P. Bissières ; J.-M. Orsini ; T. Sarfis.

Imprimerie S.G.P., Paris.

Faire céder le pouvoir, être plus fort

● Médecine : par le numerus clausus, deux étudiants sur trois seront éliminés. Quel avenir pour eux, quel avenir pour la santé en France ?

● Centre de formation pédagogique des maîtres : c'est le nombre d'étudiants formés, adaptés à la pénurie. C'est 8.000 maîtres formés par an au lieu des 11.000 minimum fixés par le VI^e plan, 20.000 demandés en plus par l'ensemble des syndicats.

Quel avenir pour des dizaines de milliers d'étudiants en sciences et en lettres, quel avenir pour l'enseignement de notre pays ?

Des universités risquent de fermer faute de moyens. Orsay, Lille, Saint-Denis, Villetaneuse, Créteil, Amiens, Vincennes, chaque jour, la liste s'allonge. Chaque jour de nouveaux conseils refusent le budget alloué par le ministère. Quel avenir pour les étudiants, les enseignants, les chercheurs, l'université, quel avenir pour la culture, pour la recherche, pour le développement économique ?

Comment étudier en étant salarié, comment vivre quand les cités-U manquent, quand tout augmente. Comment étudier avec des bibliothèques si pauvres, des polys et des livres si chers. Comment étudier, comment vivre quand le ministère refuse aux étudiants ce à quoi ils ont droit : une allocation d'études permettant à tous la possibilité d'une formation supérieure.

On nous dit que les étudiants se droguent, qu'ils veulent tout casser, qu'ils se désintéressent de leurs études, qu'ils sont responsables de la situation à l'université. Quand ce ne sont pas les étudiants, ce sont les enseignants ou les conseils.

Mais qui, malgré la lutte des étudiants, prend les mesures de médecine ? Qui malgré les protestations des enseignants, des étudiants, crée les C.F.P.M. ? Qui dispose des crédits ? Qui passe par-dessus les conseils pour décider, qui refuse de répondre aux revendications, qui est responsable : LE POUVOIR.

Alors, toi qui a tant de difficultés pour vivre, pour étudier, toi qui risques d'être éliminé, toi que l'avenir inquiète, c'est contre le pouvoir qu'il faut aujourd'hui te battre.

Pour que tes revendications aboutissent, pour que ça change, il nous faut être toujours plus nombreux, plus unis dans la lutte. Déjà nous avons obtenu beaucoup. Il reste beaucoup à faire.

PLUS UNIS, PLUS NOMBREUX, AVEC L'U.N.E.F., DANS L'U.N.E.F. NOUS SERONS PLUS FORTS !

O. MAYER

Vice-président de l'U.N.E.F.

50 universités en lutte



TOURS

Université en danger
Sur l'initiative de l'U.N.E.F., les organisations syndicales et l'université s'engagent dans une série d'actions revendicatives.

Fin octobre et début novembre, les élus syndicaux établissent le bilan des carences d'encadrement dans chacune des U.E.R.

17 novembre : l'A.G.E.T.-U.N.E.F. propose aux organisations des enseignants du S.N.E.Sup et S.G.E.N. d'organiser en commun le 25 novembre une journée d'information et d'action.

19 novembre : le conseil d'université constate que 50% des cours sont assurés en heures complémentaires.

Sur 465 postes demandés huit ont été accordés.

Chaque U.E.R. est en difficulté. En lettres et sciences humaines. En médecine, les bâtiments pour le C.H.U. prévu au VI^e plan ne sont pas construits.

En droit : locaux exigus. En sciences, 50% des cours assurés...

Devant cette situation inquiétante, sinon alarmante, le conseil de l'université a décidé de s'associer à la décision syndicale et faire du 25 novembre une journée d'information et d'action.

Le 24 novembre : les conseils d'U.E.R. de droit, médecine, sciences, aménagement, sciences de l'homme, lettre I et II, décident de suspendre les cours le 25 afin de favoriser l'ampleur du mouvement.

Le 25 novembre : manifestation intersyndicale (U.N.E.F., S.N.E.Sup, S.G.E.N.). Plus de 1.500 étudiants et enseignants manifestent dans le centre de la ville à partir de 18 heures...

Le succès de cette action est considérable, il prouve la justesse des propositions de l'A.G.E.T.-U.N.E.F. et leur soutien parmi les étudiants tourangeaux.



PARIS-DROIT

Leurs luttes de l'année dernière avaient permis aux étudiants de Paris-I d'obtenir du ministère une machine pour un centre de polys. Mais le centre ne pouvait fonctionner, faute de crédits.

De multiples délégations d'amphis ont amené des centaines d'étudiants au rectorat avec leurs comités d'amphis U.N.E.F., pour obtenir ces crédits de fonctionnement. Dix-huit millions ont été débloqués par le ministère. Il reste, pour les étudiants de Paris-I, à obtenir un poly à prix coûtant dans chaque matière ; pour les étudiants de Paris-II, à poursuivre la lutte avec leur comité U.N.E.F. pour obtenir leur propre centre de polys.



NICE ARTS-DECO'

Les murs ne suffisent pas
Deux cents étudiants sont dans une école de prestige, dont le ministère des Affaires culturelles veut faire un modèle de sa politique de grandeur. Une école aussi où l'attribution des bourses à plus de soixante étudiants qui ne peuvent payer leur loyer, leur nourriture, leur matériel, est retardée depuis trois mois. A l'appel du C.A.-U.N.E.F., une centaine d'étudiants ont défilé silencieusement dans les principales artères de la ville et se sont rendus à la mairie pour transmettre leur volonté d'obtenir satisfaction. L'U.G.E. de Nice et le B.N. de l'U.N.E.F. soutiennent les étudiants des arts-déco de Nice : dans l'action près de soixante-dix d'entre eux ont rejoint l'U.N.E.F.

AIX

Les étudiants d'Aix ont été au cours du trimestre l'objet d'attaques répétées de la part de la politique universitaire du pouvoir.

Que ce soit en droit ou en psycho, ou en arts plastiques, partout les étudiants ont montré leur volonté toujours plus affirmée de répondre aux tentatives du pouvoir de dégrader leurs conditions de vie et d'études.

Une lutte qui, chaque fois s'intensifie, se développe sur des bases plus justes et c'est justement ce qui explique le fait qu'en arts plastiques et psycho le pouvoir ait dû reculer.

C'est en ce sens aussi que le renforcement de l'organisation syndicale est un succès qui laisse espérer que les batailles à venir seront autant de victoires.

Que ce soit à propos des trente postes et des deux cent cinquante heures supplémentaires qui sont nécessaires à la faculté des lettres pour pouvoir assurer les enseignements ou des crédits de la fac de droit ou encore de l'office de photocopie de l'université d'Aix-Marseille II ou enfin les élections universitaires sciences Po, I.A.R., I.E.P. (qui furent un succès en droit où nous gagnons dix élus), en lettres, chaque fois l'organisation s'efforcera de discuter avec les étudiants de démontrer qu'elle est le syndicat des étudiants et qu'en ce sens elle entend prendre dans les luttes toutes ses responsabilités.

Dans ces luttes, elle considère que l'une de ses préoccupations sera de faire que l'organisation sorte véritablement renforcée des batailles afin de mieux répondre aux tentatives actuelles du pouvoir qui est de vouloir isoler l'organisation syndicale des étudiants eux-mêmes.

AMIENS

Le conseil d'université rentre dans la lutte
Sur la proposition de l'U.N.E.F., le conseil d'université de Picardie a voté une motion de l'U.N.E.F. et du S.N.E.Sup demandant l'accroissement immédiat de la part faite au budget de l'Education nationale publique dans le revenu national.

La progression des effectifs (sept fois la moyenne nationale) appelle une augmentation du moins proportionnelle des moyens à lui fournis en crédits, enseignants et locaux. Or, le V^e plan a connu un retard considérable. Les effectifs avoisinent 8.500 étudiants.

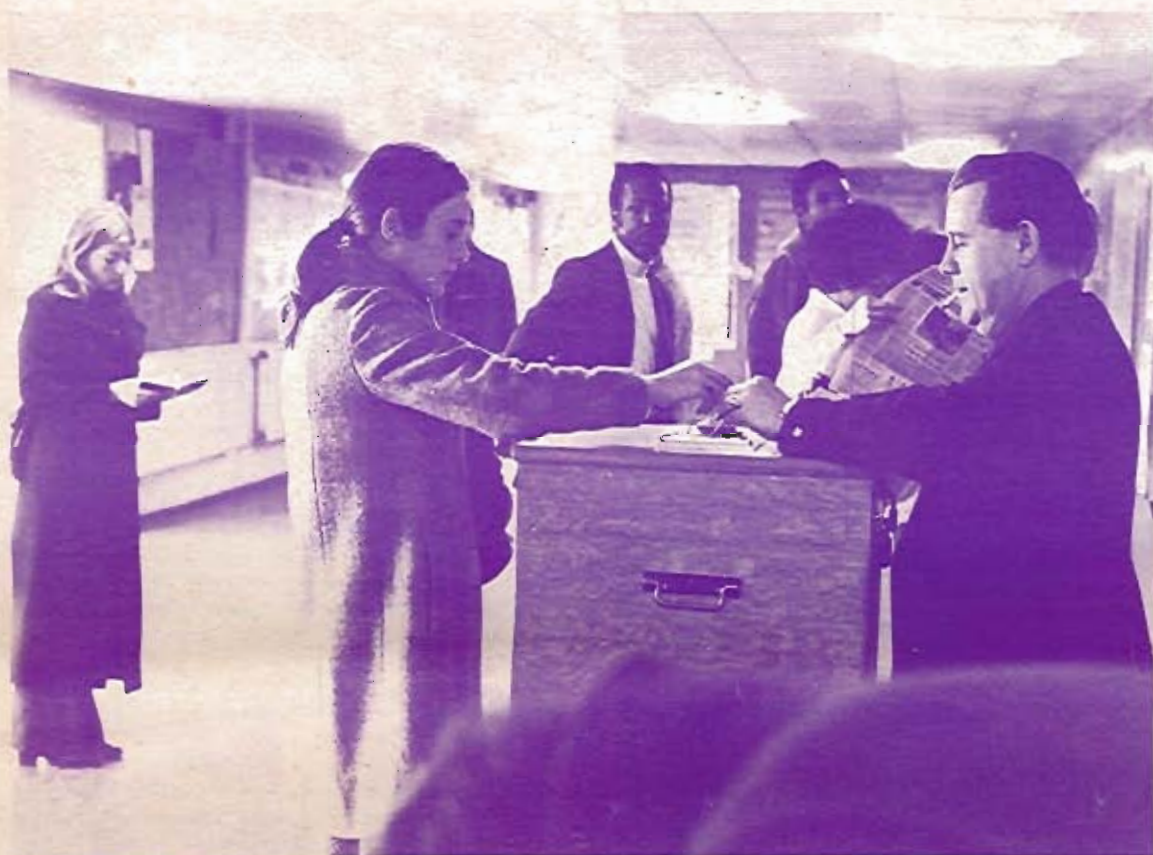
Le conseil a donc été amené à refuser les propositions du budget qui lui étaient faites par le ministère. Le président Taddei, soutenu par l'U.N.E.F. et le S.N.E.Sup, a été amené à informer l'opinion publique par une conférence de presse qui a bénéficié d'un large soutien.

TOULOUSE

En décembre, les étudiants en lettres ont agi pour défendre leurs conditions d'étude et leur avenir : la fac de lettres, particulièrement démunie en postes d'enseignants, est séparée en deux parties, Lautman et Le Mirail, et a de graves problèmes de locaux, c'est ainsi que les étudiants ont des U.V. et des amphis surchargés.

Le C.A.-U.N.E.F. lettres a de nombreuses fois dénoncé le manque d'enseignants et de locaux, notamment le 9 novembre lors du vote du budget de l'E.N. C'est à la suite de cette manifestation du 9 novembre que les étudiants en lettres ont décidé d'agir en décembre. De nombreux amphis et U.V. décident la grève et le C.A.-U.N.E.F. lettres appelle à décider démocratiquement dans chaque amphi, dans chaque U.V., des formes d'action. Les étudiants adoptent sa proposition d'une manifestation : leur manifestation à 1.500 dans les rues de Toulouse a eu une grande résonance. A cette occasion, l'U.N.E.F. a pu montrer aux étudiants les dangers du projet gouvernemental de C.F.P.M. et a discuté avec eux de leurs revendications. En janvier, l'action s'est poursuivie avec le C.A.-U.N.E.F. pour faire reculer le gouvernement, pour obtenir par l'action de masse, s'appuyant sur les élus syndicaux du conseil d'université, les crédits pour améliorer les conditions d'étude et pour une meilleure formation des maîtres, contre le projet de C.F.P.M.

Elections: plus d'élus pour les revendications



Les élections universitaires sont pratiquement terminées. Cette année, pour la première fois, l'U.N.E.F. y a participé en présentant ses listes « Défense des intérêts des étudiants, université démocratique ». Quels en sont les résultats ?

Il s'agissait, pour les étudiants, de se donner un moyen de faire aboutir les revendications pour lesquelles ils se battent quotidiennement dans leur U.E.R. en élisant des délégués défendant réellement leurs intérêts et de participer à la gestion des affaires qui les concernent. Le pouvoir, quant à lui, inquiet des nombreuses prises de position de conseils hostiles à sa politique, a cherché sans cesse à limiter leurs pouvoirs, à remettre en cause la cogestion, les libertés démocratiques. Dans le même temps, il entend faire des conseils des instruments au service de sa politique.

Pour s'opposer à la présence d'élus syndicaux dans les conseils, il a lancé ses propres groupes dans la bataille. Ainsi la F.N.E.F., l'U.N.I., le C.L.E.R.U., divers groupes réactionnaires dissimulés sous l'étiquette « modérés »... tous dévoués à sa politique.

Autour de ces élections le débat de fond sur l'ensemble des problèmes de l'université a été soigneusement évité. Tout a été fait pour que les étudiants ignorent la date, le lieu et l'objet des élections. Ainsi, pas une seule séquence à la télé, à la radio, aucune information dans la quasi-totalité de la presse. Ne pouvant plus guère compter sur l'efficacité du soutien des divers groupes gauchistes, il a préféré organiser lui-même le boycottage. Le plus souvent les élections, décidées rapidement, se sont déroulées dans la hâte (un jour de vote à Paris IV) et n'ont pas bénéficié de la publicité et du temps de préparation nécessaires.

Tout cela parce que les problèmes de l'université prennent une telle ampleur que le pou-

voir ne pouvait s'exposer à donner le vrai sens des élections, sous peine de voir condamner sa politique par la masse des étudiants.

UN PREMIER BILAN

Malgré cette campagne du silence, la participation de la masse des étudiants s'est sensiblement accrue. S'appuyant sur le riche bilan de ses élus l'an passé, sur les luttes revendicatives, l'U.N.E.F. a appelé les étudiants à voter massivement, à élire des délégués dans les amphithéâtres chargés de défendre les programmes revendicatifs élaborés en commun.

Les premiers résultats marquent un très net progrès des listes « Université démocratique, défense des intérêts des étudiants ».

À Nice l'U.N.E.F. passe de 1.630 voix à 2.500 voix, à Sceaux de 50 à 430, à Rennes de 600 à 1.200, à Toulouse de 1.900 à 2.300, à Strasbourg Médecine de 400 à 800 voix.

L'U.N.E.F. est la seule organisation à présenter des listes nationalement. Elle remporte le plus de voix.

L'U.N.E.F. progresse en voix, en pourcentage, en nombre d'élus. Des milliers d'étudiants lui ont fait confiance. Ils se sont ainsi donné les moyens de faire aboutir leurs revendications dans chacune de leurs U.E.R. en même temps qu'ils ont condamné la politique universitaire du pouvoir. Il faut voir les raisons de cet important succès dans le profond mécontentement des étudiants devant leurs difficultés à vivre, à étudier, devant leurs inquiétudes pour l'avenir. Leur vote témoigne de l'audience croissante de leur syndicat renoué, de la nécessité et de la volonté des étudiants de se battre pour rester étudiant. Ainsi ceux qui ont fait l'expérience avec

l'U.N.E.F. que pour ce faire il ne faut se priver d'aucun terrain de lutte sont chaque jour plus nombreux.

Autre enseignement de ces élections : le recul et l'échec cuisant des groupes réactionnaires C.L.E.R.U., U.N.I., « modérés » de tout poil pourtant soutenus, financés par le pouvoir.

Exemple : la F.N.E.F. qui appelait au boycottage l'an dernier, prétendait cette année se présenter partout. Elle recueille moins de voix qu'en 68. L'A.C.E.S. est battu en sciences à Paris VI et VII par Paris sciences U.N.E.F. A Aix droit l'U.N.E.F. devient la première force et bat le C.L.E.R.U. et la F.N.E.F.

C'est pourquoi M. Guichard aujourd'hui redouble ses attaques contre la cogestion. Il tente d'introduire dans les conseils le maximum de « représentants extérieurs » non élus, tout dévoués à sa politique. Sachant, d'autre part, que ses mesures risquent d'être refusées par les conseils (comme le budget des facultés, le numerus clausus en médecine, le projet de C.F.P.M.), il veut leur imposer ses vues. Le but est d'abattre la cogestion véritable, obstacle à la mise en place de sa politique. En remettant en cause la parité, en plaçant les pouvoirs de décision au niveau du ministère, du rectorat ou de collèges non paritaires.

Ne pouvant intégrer comme il l'entend les étudiants et les conseils, Guichard revient sur les acquis, déjà limités, de la cogestion, tente de la vider de son sens. Autant de raisons pour la masse des étudiants, pour les centaines de nouveaux élus de l'U.N.E.F. de défendre la cogestion, d'exiger qu'elle soit réellement démocratique.

LE ROLE DES NOUVEAUX ELUS

La tâche des nouveaux élus est de mettre incessamment à l'ordre du jour des réunions les revendications des étudiants élaborées dans les T.P., dans les comités U.N.E.F. Ils auront à rendre compte des réponses qui leur auront été faites afin que l'on puisse décider de la continuation de l'action. Ils auront à faire prendre position à leurs différents conseils sur chacun des points du programme sur lequel ils se sont fait élire, à appeler les conseils à lutter pour la défense des études et de leur université. Il reste que leur action et leur succès n'est possible que s'ils sont soutenus dans leur lutte par la masse des étudiants. Les conseils peuvent être un point d'appui pour les luttes.

Mais une revendication ne peut aboutir que grâce à l'intervention puissante et organisée de la masse des étudiants, les élus étant leurs porte-parole. Ainsi, à Paris I, les élus n'ont obtenu un centre de photocopies gratuits qu'à la suite d'une lutte d'un an des étudiants d'Assas avec l'U.N.E.F. C'est pourquoi les élus de l'U.N.E.F. appellent l'ensemble des étudiants à prendre en main les plates-formes revendicatives sur la base desquelles ils ont été élus. La condition de leur efficacité, de la satisfaction de nos revendications dépend du nombre d'étudiants qui agiront avec l'U.N.E.F., qui y adhéreront, qui rejoindront ses comités. Adhérez à l'U.N.E.F.

Max BUTLEN.

La formation des maîtres



De quoi sera fait demain ? C'est une question qui se pose à nous tous. Déjà pour beaucoup d'entre nous la course à l'emploi a déjà commencé pour pouvoir continuer nos études. C'est la recherche du travail noir pour pallier l'insuffisance des bourses, ou l'attente devant les rectorats pour un poste de pion ou de maître auxiliaire ; c'est passer ses vacances à financer ses études.

D'ailleurs, parmi les 600.000 chômeurs actuels, combien y a-t-il d'anciens étudiants diplômés ou non ? Pour nombre d'étudiants, le débouché principal reste l'enseignement, on nous présente les CFPM comme un remède miracle. Qu'en est-il vraiment ?

Les prépareront-ils à assumer pleinement leur rôle d'éducateur et d'enseignant ? Formeront-ils un nombre suffisant d'enseignants ?

ON NE POUVAIT ÊTRE PLUS CLAIR !

Dans l'éditorial du « Figaro » du 6 janvier, Raymond Aron, qui n'écrit jamais pour ne rien dire, félicite Guichard pour « cette expérience d'un autre mode de sélection » que est le projet gouvernemental de formation des maîtres. Il ajoute : « La réforme ne modifie pas le rapport entre le nombre des postes et celui des candidats, elle constate le rapport existant entre postes offerts et candidats. » Guichard n'était pas si clair, mais qui aurait pu en douter !

En novembre 1970, Olivier Guichard a beaucoup parlé de la « vocation de l'enseignant et de la nécessité pour les maîtres d'acquiescer une meilleure conscience de leur mission ». Masquer ainsi les véritables problèmes de l'enseignement et de la formation des maîtres a été une tactique appréciée des différents ministres de l'Éducation nationale. Pendant ce temps-là les faits parlaient par eux-mêmes :

- pour l'étudiant, un barrage ultra sélectif au concours de recrutement (17 % d'admis au CAPES en 1971) ;
- un manque flagrant d'enseignants dans les écoles, les lycées comme à l'université (même ces prévisions du V^e Plan n'ont pas été atteintes) ;
- des conditions de travail déplorables pour les enseignants (classes et horaires surchargés) ;
- une formation théorique et pédagogique des maîtres insuffisante ;
- aucune formation permanente.

Ils montrent l'urgence d'une réforme radicale du recrutement des maîtres.

Avoir obligé Guichard à plus de précision sur la formation des maîtres est déjà un succès important de l'action revendicative des syndicats d'enseignants et de l'UNEF.

Avec le projet des centres de formation professionnelle des maîtres (CFPM), le projet a dû aller au-delà des déclarations d'intention et dévoiler quelque peu ses batteries.

Qu'attendre donc de ces CFPM ?

Une fausse solution au problème des débouchés : Actuellement l'enseignement constitue le débouché principal des études de lettres et, à un moindre degré, des études de sciences.

Alors que les progrès de la science, l'évolution rapide des idées, la diversification des besoins sociaux et culturels commandent une formation de haut niveau pour tous les maîtres et dans l'immédiat pour l'ensemble des maîtres du second degré, le projet des CFPM ne concerne que la formation des certifiés de l'enseignement long, la construction du projet sur cette base restrictive entraîne donc un resserrement des possibilités d'emploi à un poste d'enseignant. De plus, le ministère néglige de parler des disciplines artistiques et de l'éducation physique et sportive. La revalorisation nécessaire de l'enseignement du second degré, qui devrait se traduire par l'abaissement du seuil de débouchement des classes, la réduction des maxima de service des professeurs, la résorption totale de l'auxiliaire n'est pas prise en compte. Là encore, le volume du recrutement est limité alors que se perpétue la dégradation des conditions de l'enseignement dans le second degré. On comprend ainsi pourquoi le ministre n'ose pas annoncer quel sera l'effectif étudiant admis dans les écoles.

Mais Guichard ne peut faire illusion, il s'agit bien d'une politique de renforcement de la sélection, de restriction des débouchés, politique qui ne répond en rien aux besoins du pays.

Les études dans les CFPM :

La réforme se poursuit par des économies budgétaires. En effet, en supprimant les IPES et en reculant d'un an (c'est-à-dire au niveau du duel) le prérecrutement, non seulement le ministre réalise une économie, mais il aggrave la ségrégation sociale. Conquête démocratique, les IPES ont permis à un nombre appréciable d'étudiants d'origine modeste de poursuivre leurs études. Leur suppression et le recul d'un an du prérecrutement accentuent les difficultés de vie et d'études des étudiants.

La sectorisation géographique par disciplines des centres prévoit des déplacements d'étudiants avec les problèmes qui en résultent.

Cela constitue l'amorce d'une politique de concurrence entre les CFPM. Le mutisme du ministre au sujet des moyens accordés montre sa volonté de ne pas affronter les problèmes réels. De plus, il entrevoit la gestion des centres de manière autoritaire et antidémocratique, comme pour les conseils.

Les dispositions spécifiques du projet ne sont pas plus rassurantes. L'introduction de la « subjectivité » lors du concours de prérecrutement permet l'arbitraire. L'étudiant titulaire de la maîtrise, qui n'a pas été prérecruté, ne peut acquiescer une formation d'enseignant. La formation théorique donnée par les UER est prévue au niveau de la maîtrise, mais cette revendication est loin d'être acquise définitivement (le ministère des Finances est réticent). L'imprécision flagrante en matière de formation pédagogique permet de craindre qu'elle risque de se résumer à quelques stages « bouche-trous » dans le secondaire.

Pourquoi défendre la MNEF ?



En aucun cas une telle réforme ne peut prétendre résoudre les problèmes de l'enseignement du pays. Même si des résultats importants ont pu être obtenus (la liaison entre les centres et l'Université, le niveau théorique à la maîtrise), les CFPM ne répondent pas à deux problèmes urgents, à savoir :

- les débouchés ;
- l'enseignement de qualité ouvert à tous dont le pays a besoin.

Les intérêts des étudiants et du pays :

C'est, dans l'immédiat, obtenir le maintien et l'extension des IPES et l'augmentation massive des postes mis au concours au CAPES et à l'AGREG :

- la titularisation rapide de tous les maîtres auxiliaires et la suppression de ce mode de recrutement ;
- l'obtention d'une année de formation pédagogique et professionnelle pour tout étudiant amené à enseigner, la sauvegarde des ENS menacées par le pouvoir dans ce qu'elles ont de positif.

Mais c'est aussi engager l'action par une revalorisation des conditions d'enseignement et l'unification de la formation des maîtres de l'ensemble du second degré. La satisfaction de ces revendications permettrait de développer une réforme démocratique de la formation des maîtres qui comprendrait l'acquisition d'un haut niveau théorique couronnée par une formation pédagogique scientifique. Alors les besoins réels en quantité et en qualité seront satisfaits.

Non, monsieur Guichard, la formation des maîtres n'est pas « qu'une affaire d'état d'esprit, d'habitudes et d'attitudes ». Vous semblez vouloir l'opinion des conseils d'université. Avec leurs élus syndicaux, enseignants et étudiants vous répondront. Et pas seulement dans les conseils, d'ailleurs, ainsi le jour de votre rencontre avec les présidents d'université les étudiants vous signifieront, sous des formes d'action diverses, leurs exigences. L'an passé, votre précédent projet avait été repoussé. Avec l'action des étudiants, l'UNEF est bien disposée à vous imposer un deuxième recul.

Denis TRICLOT.

Insécurité sociale étudiante :

Des heures de queue pour remplir un dossier de remboursement, des mois, jusqu'à 6, pour être remboursé, des difficultés insolubles pour les étudiants qui ont eu un accident ou une maladie coûteuse... Pourquoi ?

La plupart des étudiants sont affiliés au régime étudiant de Sécurité Sociale et rattachés à une caisse primaire. Mais l'organisme qui reçoit les demandes de remboursement des frais de maladie, met les dossiers en état et envoie à la caisse primaire des ordres de remboursement, c'est la Mutuelle nationale des étudiants de France (M.N.E.F.). C'est de sa gestion que dépendent les retards de remboursement.

La M.N.E.F. est dirigée par un Bureau national composé uniquement d'étudiants élus par les adhérents, c'est-à-dire ceux qui ont versé les 40 F de cotisation au début de l'année. Cela fait que la gestion de la S.S. étudiante échappe en grande partie au contrôle du pouvoir. Si celui-ci s'attaque à la M.N.E.F. c'est pour en reprendre ce contrôle. Pour atteindre son but, il veut étrangler financièrement la M.N.E.F.

La MNEF ne rapporte rien aux sociétés d'assurances :

En plus de la gestion de la S.S. étudiante, la M.N.E.F. assure à ses adhérents des services importants (remboursement d'une partie des frais médicaux non couverts par la S.S., environ 30 %), et des prestations diverses : assurances scolaires, prestations « invalidité et décès », indemnisation de dommages causés à autrui...

Pour concurrencer la M.N.E.F., le gouvernement encourage la création par les sociétés d'assurances de mutuelles privées rentables (S.M.E.R.A., S.M.E.R.E.P., M.E.P...) qui fournissent pour le même prix moins de prestations, ou pratiquent le système antidémocratique de la double échelle : choix entre cotisation à 25 F pour des prestations minables, et cotisation à 70 F pour des prestations sensiblement égales à celle de la M.N.E.F.

Un acquis : des œuvres sociales

En plus, la M.N.E.F. gère des œuvres sociales : centres de santé, cités-U, Uni-Club, camp de vacances, œuvres sociales qui ont été obtenues par les luttes étudiantes. Cependant, il serait facile au gouvernement de les remettre en cause, si la M.N.E.F. était liquidée.

La question qui se pose, c'est : comment sauver la M.N.E.F. et pour en faire quoi ? Cela dépend de qui va la diriger.

Pour une gestion syndicale de la MNEF et pour l'extension des œuvres :

La M.N.E.F. est dirigée par un Bureau national (P.S.U.) élu par 3 % des 400.000 étudiants adhérents à la M.N.E.F. Le B.N. n'a rien fait pour lutter contre le refus du gouvernement de réévaluer le remboursement de frais de gestion de la S.S.

Il a refusé de faire appel aux étudiants pour qu'ils défendent leur mutuelle. Il a, de plus, accentué les difficultés financières de la mutuelle par des incuries de gestion et même des détournements de fonds. Sa seule action a été d'augmenter (de 30 à 40 F) la cotisation de la M.N.E.F.

Des actions immédiates s'imposent :

- Exiger la réévaluation par le gouvernement du remboursement à la M.N.E.F. de ses frais de gestion de la S.S. (plusieurs millions de F).
- Aux prochaines élections pour la désignation des dirigeants de la M.N.E.F., élire des représentants syndicaux qui s'engageront à défendre la mutuelle avec la masse des étudiants.
- La gestion syndicale de la M.N.E.F. peut, de plus, permettre l'extension de ses œuvres sociales.
- Exiger du gouvernement les crédits nécessaires aux équipements indispensables en matière de santé :

la plupart des campus et villes universitaires sont loin d'avoir les dispensaires et centres de soins nécessaires, et dans de nombreux endroits, il n'y a rien du tout. Défendre et améliorer, avec l'ensemble des étudiants, l'expérience des B.A.P.U. (centres expérimentaux de soins psychologiques).

Faire des cités-U, gérées par la M.N.E.F., des cités-pilotes, à loyer réduit, et en faire une des armes de la lutte contre la hausse des loyers en cités-U.

Tout cela peut être obtenu par la lutte des étudiants dans chaque ville universitaire, avec l'U.N.E.F. et les dirigeants syndicaux des sections locales de la M.N.E.F. D'autre part, la défense et l'extension au plan national de l'Uni-Club. L'Uni-Club est une coopérative qui dépend de la M.N.E.F., et qui peut permettre l'abaissement du coût des moyens d'études :

Notamment, l'Uni-Club vend des livres et manuels universitaires moins chers que les libraires privés (le P.S.U. vend, en ce moment, l'Uni-Club à l'O.T.U., office gouvernementale).

Une action soutenue en matière de loisirs :

Le nombre des centres de vacances bon marché pour étudiants, gérés par la M.N.E.F. peut être accru (il en existait quelques-uns, les dirigeants actuels de la M.N.E.F. en ont bradé un sous prétexte qu'il n'était pas rentable).

Avec l'U.N.E.F. sauvez votre mutuelle, agissez pour l'extension des acquis sociaux des étudiants.

Votez pour les listes M.N.E.F. - Renouveau, pour la défense et la gestion syndicale de la mutuelle !

Pascal SOFER.

étudiants

50%

de réduction
en vous abonnant
à

la nouvelle
critique

3f le numéro au lieu de 6f

1 an: 30 F 6 mois: 15 F
Retournez le bulletin ci-dessous
avec chèque bancaire ou postal
CCP Paris 6956-23 à

LA NOUVELLE CRITIQUE 29 r. 4-Septembre, Paris (2 ^e)	NOM _____
	QUALITE _____
	ADRESSE _____

L'alloca



« Etudiants de France » ouvre le dossier de l'allocation d'études : il ne s'agit que d'un embryon de projet destiné à être discuté, amélioré, complété par l'ensemble des étudiants. C'est à partir de cette discussion, à partir de l'élaboration d'un objectif clair, que la lutte pour l'allocation d'études va pouvoir se poursuivre.

Depuis un certain nombre d'années, la ceinture se porte fort serrée en milieu étudiant. Cette année, particulièrement, le ministre s'est montré soucieux de notre élégance, par un train de hausses les plus diverses (voir EDF n° 3).

Pourtant, dira-t-on, les étudiants sont aidés matériellement par toutes sortes de services. Voyons un peu.

D'abord, ce qu'on appelle « l'aide indirecte », restos U, résidences. Pour ce qui est des restos U, grevés de charges indues comme la TVA ou les salaires du personnel (non fonctionnarisé), la nourriture y est insuffisante en quantité comme en qualité (si tant de monde y va à 12 h 30, c'est aussi parce qu'en y mangeant à 11 h 30, on risque fort d'avoir faim à 15 heures ! Et pourtant, nous sommes menacés de hausses nouvelles du prix des repas : en effet, pour la première fois cette année, le prix du ticket de restau n'est pas écrit dessus.

Quant aux résidences universitaires, mis à part les hausses de loyer, les critères d'admission y sont si contestables que le ministère lui-même projette de les réformer. Leur nombre est d'ailleurs ridicule en regard des besoins : quand même elles existent (exemple : Poitiers, 450 chambres pour 1500 demandes justifiées. Nantes :

2130 places pour 10.500 bénéficiaires des œuvres en 1970-71. Lyon : environ 3000 chambres, 45.000 étudiants. Avignon, St-Maur, aucune résidence). Cette insuffisance est cause d'une inflation éhontée du prix des chambres chez l'habitant.

L'« aide directe » est représentée par les bourses attribuées selon les ressources des parents, elles sont conçues comme devant leur servir d'appoint alors même que la majeure partie des étudiants ne vivent pas chez leurs parents. Dans une ville universitaire moyenne comme Nantes, en 1970-71, 32,1 % des bénéficiaires des œuvres étaient logés dans leurs familles, mais 23,74 % seulement étaient boursiers. Très insuffisantes en nombre, elles sont donc aussi par définition, insuffisantes par leur montant pour vivre décemment. On sait par ailleurs, à quel point elles ont baissé par rapport au coût de la vie (cf. : EDF n° 3). Légèrement incompatibles avec la plupart des travaux salariés, mais versées 9 mois sur 12 seulement, elles contraignent en fait au salariat pendant les vacances, et au travail noir pendant l'année. Leurs critères d'attribution sont également discutables.

La nécessité s'impose donc d'un autre système d'aide.

Il existait dans le cadre de l'IPES, un présalaire permettant à un célibataire de vivre correctement. Attribués à un très petit nombre d'étudiants recrutés par concours, sans considération de leur situation sociale, il était lié à l'arrêt des études au niveau du CAPES (la plupart du temps) et à l'engagement pour dix ans dans l'enseignement public. Certains organismes privés offrent aussi des présalaires liés à de semblables contraintes ; ces contrats constituent une aliénation totale de la liberté de l'étudiant dans ses études comme dans son avenir professionnel.

Certaines banques offrent actuellement des prêts ; remboursables avec intérêt, ils ne peuvent servir à rien aux étudiants sans ressources : on ne prête qu'aux riches.

Ni le présalaire, ni les prêts (cf. : EDF n° 3) ne peuvent donc être considérés comme aide aux étudiants défavorisés. C'est pourquoi l'UNEF, par la voie d'« Etudiants de France », propose à votre discussion, le projet de l'allocation d'études.



Critères d'attribution

A QUI SERAIT ATTRIBUEE L'ALLOCATION D'ETUDES ?

A tous ceux qui en auront besoin, à tous ceux à qui elle serait véritablement utile. Donc, sur critères sociaux et universitaires. Sociaux seulement dans le 1^{er} cycle, puisqu'on ne peut demander aux nouveaux étudiants de démontrer préalablement des connaissances et des aptitudes qu'ils se proposent d'acquérir. Sociaux et universitaires dans le second cycle. Universitaires seulement, peut-être dans le troisième cycle (en 3^e cycle, l'amorce d'un tel système existe en sciences et lettres).

Et les redoublants ? Actuellement, la suppression de leur bourse ajoute un handicap financier à ceux dont ils sont déjà victimes. Il semble donc qu'il faille maintenir pour eux l'allocation d'études, sous réserve d'avoir prouvé, par leur présence aux cours et contrôle des connaissances, sauf excuse valable qu'ils ne sont pas des étudiants fantômes.

Pour les étudiants mariés, l'allocation serait accordée à chacun des conjoints étudiants, et éventuellement une allocation complémentaire de garde d'enfants, leur permettant de poursuivre leurs études, tous les deux.

L'allocation supprime-t-elle la nécessité de l'aide indirecte ? Evidemment non, puisque elle est indexée pour l'essentiel, sur le prix des services du CROUS. Le montant minimum de l'allocation de base est calculé à partir de l'existence de Restau-U, pour la construction de nouvelles cités. Restau-U à 1,85 F, de cités-U, etc. Obtenir l'allocation d'études ne nous dispensera nullement de lutter contre la hausse des tarifs des restos-U, pour la construction de nouvelles cités.



tion d'étude



Montant

Il doit être établi en fonction de besoins correspondant à un niveau de vie décent dans la société actuelle : il devra, en particulier permettre certaines activités culturelles ou de loisirs.

Notre dossier dans « Etudiants de France » n° 3, montrait que les dépenses minimales d'un étudiant se montaient à, au moins 600 F par mois. Cette somme doit donc être le minimum vital de l'allocation, pour tous les étudiants qui ne peuvent la recevoir de leur famille : c'est le minimum pour l'allocation de base.

Outre cette allocation de base, des allocations supplémentaires devraient être perçues pour :

- **Frais d'études particulièrement élevés. Il s'agit d'étudiants obligés d'acheter des livres ou du matériel très coûteux.**
- **Logement en ville pour les étudiants ne pouvant obtenir une chambre en Cité-U.**
- **Frais de transport élevés pour les étudiants habitant en dehors des zones de transports urbains : par ex. banlieue parisienne.**
- **Garde d'enfants pour les étudiants ayant des enfants.**

Enfin, le fâcheux exemple des bourses conduit à exiger que le montant de l'allocation soit révisé tous les ans en fonction de l'augmentation prévue des prix articles et services qui entrent dans son calcul.



Conséquences de la mise en place de l'allocation d'étude :

Condition pratique du droit d'étudier, l'allocation d'études est conçue pour permettre à l'étudiant, quelle que soit son origine sociale de vivre 12 mois sur 12 dans des conditions décentes en consacrant à ses études la majeure partie de son temps, dans la branche de son choix, jusqu'au niveau qu'il est intellectuellement capable d'atteindre. La mise en valeur maximale des capacités de chacun est, en effet, pour la société, un investissement en vue d'accroître le progrès économique, culturel et social.

Supprimant une des principales causes d'échec aux examens, le salariat, l'allocation d'études permettra à la majorité des étudiants d'acquiescer un diplôme.

Atténuant aussi les difficultés financières de beaucoup de familles, qui se privent pour aider leurs enfants à étudier, elle contribuera à modifier les relations des étudiants avec leurs parents, à les transformer en rapports d'adultes à adultes.



Financement

On va nous opposer, bien sûr, le coût de l'allocation d'études. En fait, l'augmentation du budget de l'EN qui en découlerait ne risque pas d'écraser le pays : en 1968, la France consacrait aux dépenses publiques d'enseignement 4,4 % seulement de son PNB, une des plus faibles parts de toute la CEE. Encore ces dépenses ont-elles diminué depuis : de 19,1 % du budget en 1968, à 17 % pour 1972. Voudrait-on ramener en France « Terre des lumières » à l'obscurantisme ? aux cavernes, nos frères, et en rang par deux !

Le moyen fondamental de financement, c'est donc l'augmentation du budget de l'enseignement supérieur et de l'Education nationale en général.

« Etudiants de France » reviendra dans un prochain numéro sur la question du financement de l'allocation d'études.

Comment les étudiants et l'UNEF obtiendront l'allocation d'étude

L'allocation d'études serait-elle un rêve, une panacée ? Certes non. Elle ne peut suffire au renouvellement de la pédagogie, à remédier à l'insuffisance des moyens de travail, des débouchés, du nombre des restaus U, des transports, etc. Elle n'ajoute rien aux libertés universitaires. Sur tout cela, l'UNEF et les étudiants continuent à combattre !

Et toute amélioration de nos moyens de travail, d'existence, de nos débouchés, gagnée par la lutte, est une reconnaissance implicite du droit d'étudier, de la nécessité de l'allocation. Chaque victoire des listes UNEF aux élections, chaque liberté obtenue est un moyen supplémentaire d'action.

Mais cela ne peut suffire. Nous ne pouvons espérer gagner sur l'allocation d'études simplement par des augmentations progressives du nombre et du taux des bourses et une modification également progressive du système d'attribution.

Face à la résistance du pouvoir, nous devons nous attendre à une lutte difficile. Cela implique d'abord que nous opposions aux arguments du gouvernement un projet cohérent. Pour cela, la discussion de nos propositions par des centaines de milliers d'étudiants, l'élaboration du projet définitif par tous, avec leurs comités UNEF, est indispensable. Cela implique aussi que la masse des étudiants participent activement à la bataille.

Nicole CHAMBON

Numerus clausus : Guichard se tait

VOICI POURQUOI VOTRE MINISTRE EST MUET

Muet de naissance notre ministre ? que non ! Trop souvent il nous a bercés de vaines promesses sinon de réalisations concrètes. Aujourd'hui pourtant il préfère se taire. Il se refuse à recevoir les représentants des étudiants en médecine ne sachant comment justifier le maintien du Numerus Clausus. Un nom barbare pour une menace bien précise : l'élimination de 69 % des étudiants à la fin de la première année en province et de 61 % à Paris (1). Et cela au moment où le manque de médecins et de spécialistes en France est flagrant.

La presse, la radio et la télévision même se sont faites l'écho des critiques adressées au gouvernement pour sa politique de santé. Les organisations syndicales (CGT, SNESUP, syndicat des chercheurs, des médecins et des psychiatres) ont apporté leur soutien aux revendications des étudiants. Au mois de décembre, les étudiants en médecine ont été des milliers à frapper à la porte de Guichard : grève d'un mois de 8 CHU à Paris, manifestation de 5.000 PCEM I, actions dans près de la moitié des CHU de province. Qui pourrait s'y tromper ? Même si le mois de décembre n'a pas vu la mobilisation de tous les étudiants en médecine concernés, la volonté de voir abroger cette mesure de sélection excessive est évidente chez chacun d'entre eux. On comprend dans ces conditions, la volonté de Guichard de donner un puissant coup de frein au mouvement. En avançant l'exigence de négociations, l'UNEF a donné aux étudiants les moyens

d'entraîner à leurs côtés les amphî de Paris et les CHU de province encore hésitant. L'opinion et les organisations syndicales se sont inquiétées d'une absence de réponse du ministre.

Pendant les vacances, Guichard n'a pas perdu son temps : il utilise sans hésiter l'article 18 de la loi d'orientation qui lui permet de passer par dessus les décisions des conseils dont beaucoup à l'initiative des élus de l'UNEF, avaient décidé de refuser d'appliquer le « numerus clausus » déjà condamné par le CNESER. Il impose une redistribution des postes par CHU qui masque, en fait, une diminution du volume précédemment accordé. Rien n'est donc réglé, l'abrogation du numerus clausus est plus que jamais à obtenir.

ABROGER LE NUMERUS CLAUSUS

Telle est, en effet, la question que se pose chaque étudiant. Une manifestation interdite, une autre chargée par les CRS, des encouragements du gouvernement à la création d'enseignements parallèles en cas de grève. La volonté d'intimider les étudiants est claire. Dans ces conditions comment revendiquer, se demandent les étudiants, si le numerus clausus est mis en place au mépris de toute « concertation » et si les examens approchent.

Pour recevoir une autre réponse de Guichard, il faut exiger publiquement d'être reçus et montrer que ni les problèmes étudiants, ni les besoins de la population n'ont été résolus pendant les vacances. Pour cela, le Bureau national de l'UNEF a publié une lettre ouverte au ministre de l'Édu-

cation nationale pour exiger l'ouverture de négociations avec les étudiants en médecine. Cette lettre est un moyen de pression important sur Guichard, elle doit devenir l'affaire de chaque étudiant en médecine.

POUR GAGNER : UN MOYEN : LE SYNDICAT

Mais pas plus que la grève n'a été spontanée, il n'existe de solution miracle. Le retour à la « débrouille » et au « bachotage » n'augmenteront pour personne les chances d'être reçu. Une expérience de lutte a été acquise par les étudiants en médecine au premier trimestre, ils doivent maintenant en tirer les leçons pour le succès des luttes à venir :

— Les comités de grève auxquels ont participé les militants de l'UNEF pour coordonner la lutte n'ont été qu'une solution provisoire à l'organisation des étudiants. Aujourd'hui restent pourtant des centaines d'étudiants ayant participé activement à la lutte, disposés à continuer, isolés, sans perspectives, sans défense contre le numerus clausus, inorganisés. La solution : se retrouver ensemble dans l'UNEF, agir ensemble pour aboutir.

— La grève de médecine n'est pas née spontanément : sans un patient travail d'explication du syndicat dès la rentrée, pas de lutte importante. Tracts, journaux, meetings, interventions en TP, prises de position lors des élections et des réunions des conseils de CHU (3) ont permis de montrer aux étudiants les conséquences d'un obscur amendement à la loi d'orientation. C'est lors d'une journée d'action de l'UNEF, le 25 novembre, que la grève est partie de Pitié pour s'étendre ensuite. Aujourd'hui encore, il faut être plus nombreux dans le syndicat pour que chaque étudiant puisse se voir proposer d'adopter la lettre ouverte à Guichard, pour répondre aux interrogations de chacun et l'entraîner dans la bataille.

Après avoir mené une bataille intense contre les corporatistes fort puissants en médecine qui se refusaient à nommer le véritable responsable du numerus clausus : le gouvernement, et contre les gauchistes qui se proposaient sous diverses formes de remettre à demain la lutte de masse qui seule permet d'obtenir satisfaction, l'UNEF a gagné la confiance d'un nombre croissant d'étudiants. Aujourd'hui l'UNEF est la seule à proposer aux étudiants les moyens de continuer la bataille.

Philippe RUFFEL.

(1) Le « Quotidien du Médecin », décembre 71.

(2) « France Soir » titrait récemment : « manque de 4.000 médecins anesthésistes-réanimateurs pour les accidents de la route ».

(3) Voir « Etudiants de France » N° 3 et 4.



Photo J.-P. Rivière



Photo J.-P. Rivière

DERNIERE MINUTE, SANS COMMENTAIRE

Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons que par cinquante et une voix contre neuf le conseil municipal de Lyon s'est prononcé contre l'augmentation de la subvention à la Compagnie du Cothurne. « La pièce est un tissu de saloperies, alors que tant des nôtres sont morts en Indochine. »

Où en est le Le mouvement étudiant

Le gouvernement a accru les difficultés de vie de la grande masse des étudiants. Ces difficultés s'ajoutent à celles des familles et contraignent plus de la moitié des étudiants au salariat. Les conditions d'études empirent sous l'effet de la mise en place de la politique gouvernementale de rentabilisation et d'adaptation de l'Université aux besoins des entreprises capitalistes les plus puissantes. La suppression des sursis a pour objectif de fournir une masse de main-d'œuvre à bon marché.

Le contenu de l'enseignement ne répond pas aux possibilités des connaissances et du monde moderne. La part de vérité est mutilée, l'université transmet les idées de la classe dominante, la confrontation des idées y est limitée. Les étudiants se posent de plus en plus massivement le problème de leur avenir, du droit à un métier correspondant à leur formation. De plus en plus d'étudiants ont des raisons plus nombreuses et plus importantes d'être mécontents de la politique universitaire du pouvoir.

Médecine, les élections universitaires C.F.P.M., les Moyens, la M.M.E.F. et l'action pour son renouveau, le Vietnam. Il est trop tôt pour tirer un bilan général et complet des mobilisations étudiantes qui marquent et jalonnent la période actuelle.

Pour le succès des luttes à venir, dans la préparation du 60^e congrès de l'U.N.E.F. qui se tiendra du 21 au 24 mars, il est important de dégager quelques caractères généraux qui permettent d'accroître l'efficacité du mouvement étudiant, de l'U.N.E.F. face à la politique du pouvoir.

DU MECONTENTEMENT A LA LUTTE

« Tu discutes un instant avec un étudiant, il te dira lui-même que ça ne va pas ! » disait récemment un militant du CA Philo à Censier. C'est là une constatation générale, les étudiants sont plus conscients de leurs difficultés, ils s'y heurtent quotidiennement. Ces constatations ont été le fait de l'immense majorité des CA dans la préparation du 9 novembre, jour du vote du budget, ou lors des signatures massives des pétitions contre la hausse des transports, des restau'U, lors des meetings, des A.G. en médecine...

Ce mécontentement est très profond, il s'exprime par l'attention apportée aux interventions de l'UNEF par les étudiants. L'UNEF en cette rentrée est intervenue et s'est implantée dans des amphes ou dans des facs réputés jusqu'ici « imperméables » à l'action syndicale. Fait du hasard ? Non, là encore constatation du développement du mécontentement et de la volonté de faire quelque chose.

Sur cette base, des luttes revendicatives importantes ont été développées, dont la caractéristique est que, dans les secteurs qu'elles ont touchés, elles ont entraîné de très nombreux étudiants.

Des mouvements partiels se sont développés en particulier pour l'attribution des moyens à Tours (manifestation de 1.500 étudiants), à Nancy (1.200 étudiants en droit), à Aix Droit, ou contre la hausse des loyers en cité (Strasbourg, Limoges, Metz...), des actions sectorielles comme Arts plastiques et pour le maintien et l'extension de cet enseignement (Paris, Aix, Marseille...) contre

la hausse des restau'U, par des motions, des pétitions, des grèves (comme à Orsay, Nancy, Grenoble, Bordeaux...), des luttes nationales comme le 9 novembre, comme médecine (où l'action a entraîné douze villes universitaires et plus de 10.000 étudiants de première année), que ce soit aussi dans la solidarité avec les étudiants de Saïgon et le G.R.P. qui a permis de collecter un million de francs et qui a touché plus de 100.000 étudiants, ou enfin lors des élections universitaires qui voient une sensible progression des listes présentées par l'UNEF.

PEUT-ON GAGNER AUJOURD'HUI ?

Lors de ces luttes, de nombreux succès revendicatifs ont été obtenus. Que ce soit à Paris I pour l'obtention d'un centre de photocopies gratuits, que ce soit en médecine, à Toulouse ou à Paris, dans l'attribution de places de fonction hospitalières, l'attribution d'allocations de troisième cycle à la Halle aux vins ou à Marseille, en beaux-arts à Paris (des crédits et la construction d'un nouveau bâtiment), le pouvoir s'est isolé y compris par rapport à certains conseils d'université ou les forces syndicales ne sont pas majoritaires, y compris par rapport au CNESER qui a refusé les mesures de médecine, et qui a refusé le budget de misère de l'Education nationale.

Grâce à ces succès importants, la situation de bon nombre d'étudiants s'est trouvée pour une part améliorée.

Cependant, au cours de ces luttes, le pouvoir a mené, plus qu'à l'habitude, bataille contre les revendications des étudiants. Il a fait preuve d'une intransigeance accrue.

Dans ces conditions, la mobilisation actuelle des étudiants n'a pas suffi pour gagner contre le numerus clausus.

Certains répondent par le fait qu'aujourd'hui gagner sur ces questions serait impossible. « Rouge », hebdomadaire officieux des comités de lutte, prétend que c'est parce que le pouvoir serait trop fort, les autres groupes gauchistes, eux, n'ont rien dit car totalement absents, le pouvoir lui, répondant que rien ne pouvait changer et que ces mesures sont nécessaires.

De toutes parts, les idées développées tendent à avancer l'inutilité de la lutte. Pour certains le syndicat n'est plus nécessaire, pour d'autres, rien ne peut changer.

Toutes ces idées sont développées par la presse, la radio et se posent aux étudiants. Nous sommes mécontents, oui, mais pouvons-nous obtenir des améliorations ?

C'est pourquoi les étudiants ont besoin dans la lutte de s'organiser en dehors des distinctions politiques et idéologiques, pour le succès de leurs revendications, de décider démocratiquement des formes et des orientations de leur lutte. C'est ce que propose l'UNEF.

D'autre part, face à la politique cohérente et d'ensemble du pouvoir, qu'il met en place coup par coup, les étudiants ont besoin de structures de luttes permanentes. La question principale c'est la mobilisation des étudiants et le développement du rapport de forces en faveur des étudiants.

Pour vaincre le pouvoir, nous pouvons dégager quelques orientations. La nécessité d'être toujours plus nombreux à agir et d'avoir dans la lutte le soutien de l'ensemble des étudiants et de l'opinion publique. Le souci d'expliquer, d'informer, puis de proposer les actions rassemblant le plus nombre devient la condition première du succès face aux tentatives d'isolement du pouvoir.

Les structures éphémères et sporadiques ne font que laisser les mains libres au pouvoir.

Ce qu'il faut, c'est une organisation permanente qui impose un rapport de forces, existant partout, national.

Cette organisation, depuis le 59^e congrès de l'UNEF, congrès du renouveau, existe et se développe.

Elle seule peut donner les perspectives pour développer la mobilisation des étudiants.

La lutte revendicative paie à condition de s'organiser.

EN BREF...

● Dans un télégramme envoyé à l'ambassade d'Espagne à Paris, le B.N. de l'U.N.E.F.

« apporte tout son soutien au mouvement de grève engagé par les étudiants de Madrid contre les mesures décidées par le gouvernement espagnol pour les libertés démocratiques ». Il « proteste énergiquement contre l'intervention violente de la police et les arrestations » et « exige la libération immédiate de tous les étudiants emprisonnés ». Il « appelle les étudiants français à se mobiliser pour la solidarité avec les étudiants espagnols. »

● Le Bureau national de l'U.N.E.F., dans le cadre de ses rencontres avec les organisations progressistes, a rencontré une délégation du P.S., le jeudi 21 janvier 1972.

La délégation de l'U.N.E.F. était conduite par Olivier Mayer, vice-président de l'U.N.E.F. et Yves Luchaire, secrétaire général.

● Le Comité exécutif de l'Union Internationale des Etudiants s'est réuni à Varsovie à la fin du mois de janvier : Gilbert Wassermann y représentait le B.N. de l'U.N.E.F. Le Comité exécutif se réunissait pour examiner le renforcement de l'action de l'U.I.E. pour l'Université démocratique et le soutien aux peuples d'Indochine.

● Une délégation de l'U.N.E.F. se rendra à Hambourg, du 2 au 6 février pour assister à un séminaire organisé par la V.D.S. (syndicat des étudiants de R.F.A.) et l'U.I.E. sur le thème de la démocratisation de l'Université.

I.T.C. ACTUALITÉS

8, cité d'Hauteville
75 - PARIS-X^e

Etudiants,
Chaque mois dans « I.T.C. actualités » vous trouverez le point de vue des ingénieurs, techniciens et cadres communistes sur les questions du moment.

Le numéro, 5 F, est en vente dans les kiosques et librairies.

Abonnements tarif spécial étudiants.

— 1 an :
25 F au lieu de 35 F.

— 6 mois :
14 F au lieu de 19 F.

« I.T.C. » - C.C.P. 3188132 La Source, 8, cité d'Hauteville - Paris-X^e - 824-64-14.

Rencontre à Billancourt



C'est dans la forteresse ouvrière de Renault, le 12 janvier, dans la grande salle du Comité d'entreprise, que mille jeunes, travailleurs de Renault-Billancourt, étudiants de Censier et de la Sorbonne, lycéens de Balzac et de Nanterre se sont rencontrés pour discuter de leurs problèmes communs, de leurs actions revendicatives. La portée de cette rencontre, la presse et la télévision en ont largement fait écho.

Ce débat était présidé par Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., Olivier Mayer, vice-président de l'U.N.E.F. et Danièle Dutil, présidente de l'U.N.C.A.L.

Dans son introduction, Georges Séguy a tout de suite souligné ce qui a permis ce débat. « De telles rencontres auraient été impensables sans l'existence de l'U.N.C.A.L. et surtout sans la résurrection de l'U.N.E.F. En tant que militants ouvriers, nous rendons hommage aux camarades syndicalistes étudiants qui sont parvenus, en dépit des difficultés de toutes sortes et au prix d'une persévérance exemplaire, à rétablir dans l'Université une véritable organisation syndicale d'étudiants, démocratique, de masse et progressiste. »

« Nous pouvons, à présent, revivifier les rapports d'amitié et de coopération fructueuse qui ont toujours existé entre l'U.N.E.F. et la C.G.T. jusqu'au moment où des éléments irresponsables parvinrent à les saper. Nous pouvons redonner essor aux profonds sentiments de solidarité qui n'ont jamais cessé d'animer les jeunes travailleurs et les étudiants dans leurs luttes respectives. Nous pouvons, enfin, concrétiser la volonté d'unité d'action pour des objectifs communs aux jeunes qui travaillent et qui étudient. »

En effet, pour la première fois les étudiants venaient à Renault-Billancourt, non pas pour donner des leçons aux travailleurs, ni pour en recevoir d'ailleurs, mais pour mieux se connaître, pour confronter leurs expériences afin de combattre plus efficacement ensemble, car aujourd'hui pour vivre, apprendre un métier, pour pouvoir travailler il faut agir.

Ils sont arrivés par petits groupes, jeunes travailleurs, certains encore en blouse bleue, étudiants avec leur porte-documents. Les lycéens, venus en car, sont arrivés en retard à cause des embouteillages. Avant même le début de la rencontre, la discussion s'engageait par petits groupes.

Le débat s'est déroulé en deux parties. D'abord les présentations de chacune des parties, il faut bien commencer par savoir qui on est, à quelles difficultés on est confronté. A peine terminées, les questions fusent de partout. Elles abordent toutes des problèmes importants.

Les jeunes ouvriers de Billancourt interrogent les étudiants de la Sorbonne : « Quel est le sens de la participation de l'U.N.E.F. aux conseils de facultés ? » « Comment comptez-vous faire de l'U.N.E.F. une grande organisation parmi les six cent mille étudiants ? » « Quelles dispositions prenez-vous pour obtenir le soutien de l'opinion publique aux étudiants ? » Aux lycéens : « Les professeurs soutiennent-ils vos actions et sous quelles formes ? » Cela montre qu'ils suivent de très près ce qui se passe à l'Université et dans les

lycées. Les étudiants questionnent à leur tour : « Quel sens donne la C.G.T. à sa participation aux conseils de gestion des facultés ? »

Une autre série de questions aborde les problèmes de l'action : « Peut-on obtenir aujourd'hui sur les revendications d'ampleur nationale qui remettent en cause la politique du VI^e Plan ? » « Pensez-vous que l'unité progresse ? ». Puis, caractéristique de l'impatience : « Ne faudrait-il pas plutôt que ce genre de rencontre, qu'il faut d'ailleurs multiplier, organiser la grève générale des travailleurs et des étudiants ? »

Ces questions montrent l'intérêt que tous les jeunes portent les uns aux autres. Cet intérêt s'exprimait avec autant de force que jeunes travailleurs, étudiants, lycéens ne s'étaient pas rencontrés depuis longtemps. Cette solidarité retrouvée entre les étudiants et les travailleurs et les perspectives d'unité qu'elle ouvre ne satisfont pas les groupes gauchistes, notamment l'A.J.S. qui, il y a un an, prétendait mettre main-basse sur l'U.N.E.F. C'est ainsi que quelques-uns d'entre eux s'étaient introduits dans le débat, non pour écouter, pas même pour dialoguer, mais pour saboter la rencontre en insultant les militants de la C.G.T. de l'U.N.E.F. et de l'U.N.C.A.L. Les ayant vivement conspués, toute l'assemblée les a fermement reconduits à la porte. L'A.J.S. pourra désormais organiser toutes les rencontres qu'elle voudra avec André Bergeron, pour témoigner de ses bonnes relations avec F.O., personne n'ira les perturber.

Ce débat de Billancourt ne sera pas le seul, il y en aura d'autres en province : à Rouen, Marseille, Lyon, Lille, Auxerre. Ces débats sont résolument tournés vers l'action. En effet, à la proposition de Georges Séguy de faire du mois de mai celui de la lutte de la jeunesse pour ses revendications, Olivier Mayer pour le B.N. de l'U.N.E.F. a donné son accord :

Pour les revendications pour l'avenir de la jeunesse, une grande manifestation nationale aura lieu en mai à Paris.

Alors que le pouvoir durcit son attitude vis-à-vis des grandes revendications qui remettent en cause les objectifs du VI^e Plan, il faut être plus nombreux à agir pour l'obliger à satisfaire les revendications. L'action unie de la jeunesse et de ses organisations syndicales est un gage important pour de plus nombreux succès. Mais, il faut surtout que, toujours, plus d'étudiants agissent.

Nous avons besoin de toutes les forces, de toutes les énergies pour supprimer le numerus clausus pour que les universités puissent vivre, pour l'allocation d'étude et une véritable formation des maîtres. Aujourd'hui pour faire reculer le pouvoir et pour obtenir, l'action individuelle est inefficace, le système D n'aboutit à rien. Seul, isolé on est impuissant. Aujourd'hui plus que jamais c'est le nombre qui fait la force. La force elle existe déjà, c'est l'U.N.E.F., il faut qu'elle devienne plus grande.

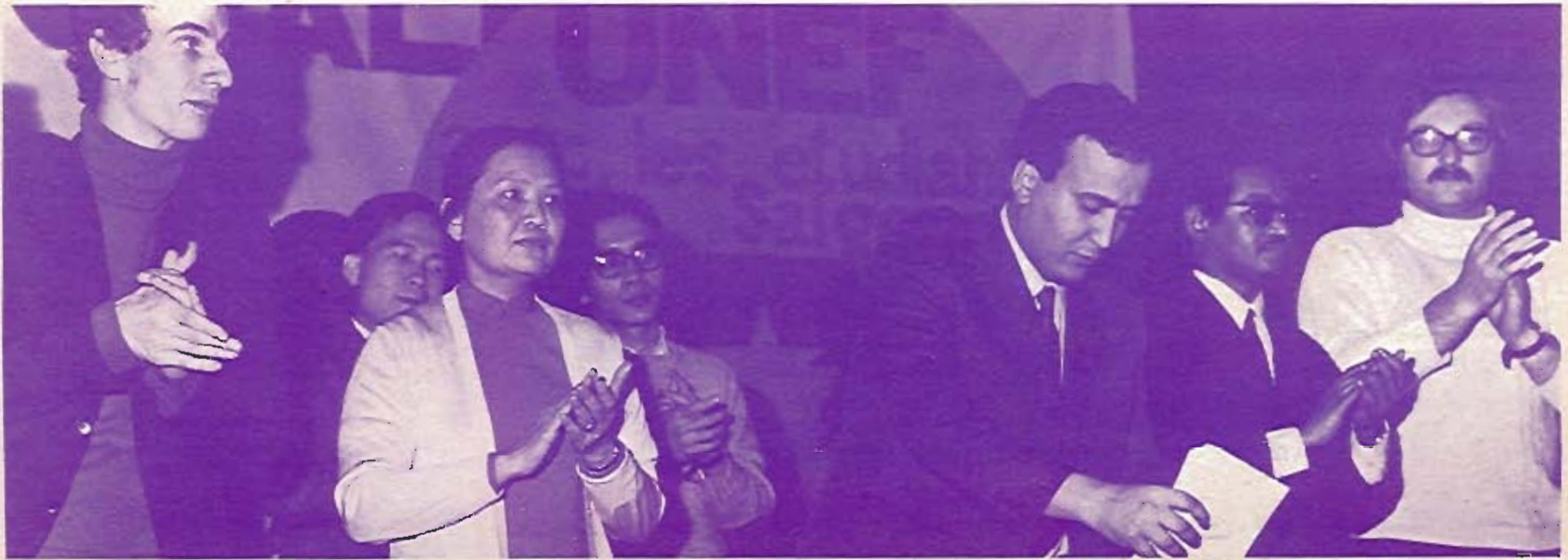
Aujourd'hui, se donner tous les moyens pour obtenir c'est agir avec l'U.N.E.F., c'est adhérer à l'U.N.E.F. pour organiser et développer l'action, notamment en préparant la grande manifestation de mai.

Marc C. OLIMBARO



Photo J.-P. Rivière

Après la Sorbonne



Trois mille étudiants dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, venus démontrer leur solidarité avec les étudiants de Saïgon, avec les peuples d'Indochine, plusieurs milliers réunis dans divers meetings de province, 1 million d'anciens francs collectés en quelques jours pour les étudiants de Saïgon. Tel est le bilan de la semaine d'action de l'U.N.E.F. qui s'est tenue du 27 novembre au 3 décembre 1971.

Une grande semaine d'action des étudiants français qui a fait franchir un nouveau pas à la solidarité active des étudiants de notre pays avec les peuples d'Indochine. Une grande semaine internationale d'action puisque y ont pris part, dans le cadre de la célébration du 25^e anniversaire de l'Union internationale des étudiants, une trentaine d'organisations nationales d'étudiants venus de tous les continents pour démontrer la réalité de leur propre action mais aussi leur volonté commune que tous les étudiants du monde s'unissent dans la solidarité avec les peuples en lutte contre l'impérialisme.

Cette semaine a constitué la meilleure réponse à tous ceux, qu'ils soient Américains ou Français, qui avaient tenté de nous endormir et de nous faire croire que la guerre était terminée.

Cette semaine d'action a constitué la meilleure réponse dans la mesure où elle n'était pas une fin en soi, mais un nouveau pas, dans la mesure où elle permet aujourd'hui un développement plus grand encore de cette action.

Un développement supérieur, telle est aujourd'hui la nécessité parce que la situation nous l'impose. Nixon a repris les bombardements massifs sur la République Démocratique du Vietnam, il continue la politique de vietnamisation, il intensifie les opérations militaires au Sud-Vietnam, au Laos et au Cambodge, il torpille les négociations de Paris, il recherche en fait tous les moyens pour poursuivre longtemps encore l'aggression américaine en Indochine.

Dans le même temps, parce qu'ils rencontrent chaque jour de nouvelles difficultés, les dirigeants américains se trouvent devant cette situation complexe : faire croire qu'ils cessent leur agression alors qu'ils la continuent et l'intensifient. Voilà qui est de plus en plus difficile lorsqu'ils déversent des quantités de bombes inégales sur les populations civiles du Nord Vietnam en violation des accords de 68.

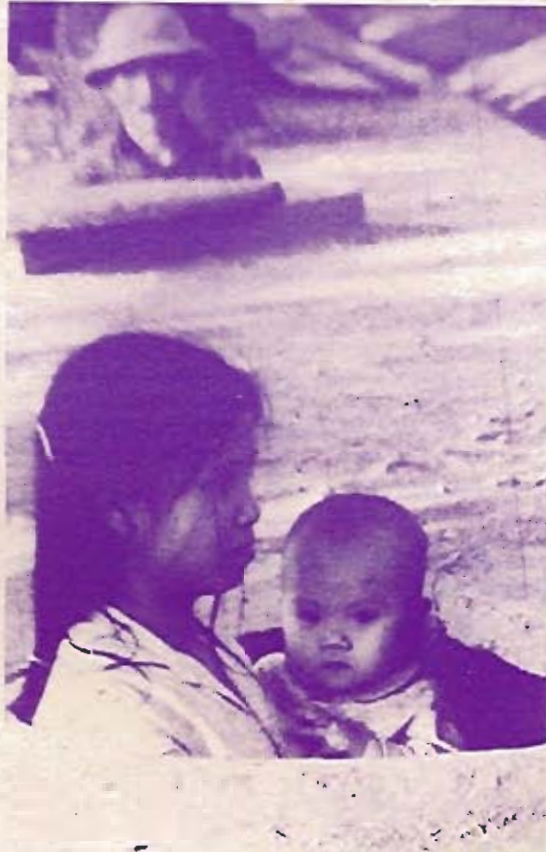
La dernière trouvaille de Nixon : faire croire que le conflit a des possibilités de se régler ailleurs qu'au Vietnam avec d'autres que les peuples indochinois. De là à accuser les Vietnamiens de

prolonger le conflit parce qu'ils considèrent qu'on ne peut trouver de solutions par-dessus leurs têtes et celles des peuples indochinois, il n'y a qu'un pas. Ce pas, Nixon le franchit allégrement, le gouvernement français le franchit lui aussi.

Certes, les peuples d'Indochine ne se laissent pas impressionner, ils poursuivent leur lutte héroïque, ils remportent de nouvelles victoires.

Certes les étudiants de Saïgon continuent le combat, les fantoches n'ont d'autres réponse que la répression, une nouvelle fois ils viennent d'arrêter Huynh-Tan-Nanh, président de l'association des étudiants de Saïgon. De toutes les facultés de France doivent être adressés télégrammes, et motions à l'ambassade du Sud Vietnam, (45, av. de Villiers, Paris 17^e) exigeant la libération de Huynh-Tan-Nanh.

Mais d'une manière générale, notre solidarité est plus que jamais nécessaire, ne nous démobilisant pas en organisant l'action.



Assurons le succès de la conférence mondiale sur l'Indochine qui se tiendra à Versailles les 11, 12, 13 février. Cette conférence, représentative de l'opinion publique mondiale, dira clairement aux dirigeants américains que les peuples du monde veulent la fin de la sale guerre d'Indochine. En s'y associant les étudiants français démontreront une nouvelle fois leur volonté unanime de paix.

Faisons de la journée du 21 février, journée internationale de lutte contre l'impérialisme, une grande journée d'action dans la France entière pour le soutien aux peuples d'Indochine, pour la fin des crimes, pour le soutien aux propositions en 7 points du G.R.P., pour la paix. Autant de grands objectifs au succès desquels l'U.N.E.F. va s'attacher.

Gilbert WASSERMAN

Organisations présentes :

Union Internationale des Etudiants.
U.E.L.S.V. (Sud-Vietnam).
Conseil des Etudiants (U.R.S.S.).
F.D.J. (R.D.A.).
V.D.S. (R.F.A.).
Conseil des Etudiants (Bulgarie).
N.C.H.S.O. (Hongrie).
C.S.U.V. (Tchécoslovaquie).
U.N.E.A. (Algérie).
U.N.E.M. (Maroc).
U.G.E.T. (Tunisie).
G.U.P.S. (Palestine).
C.P.F.U.C.H. (Chili).
GHANA S.O. (Ghana).
U.N.E.S. (Syrie).
K.U.S.U. (Soudan).
U.G.E.A.N. (Colonies portugaises).
M.E.E. (Espagne).
U.E.P. (Portugal).
U.N.E.K. (Cameroun).
A.E.M.N.A.F. (Afrique du Nord en France).
U.E.T.F. (Turcs en France).
U.E.V.F. (Vietnamiens en France).
U.E.L.F. (Laos en France).
Comité Jeunesse du F.U.N.K. (Cambodge).
C.C.E.C. (Grecs à l'étranger - E.F.F.E.E.).

Messages :

Z.S.P. (Pologne).
N.U.S.U.K. (G.-B.).
U.A.S.R. (Roumanie).
S.F.S. (Suède).
D.S.F. (Danemark).
K.S.C. (Corée).
U.M.S. (Mongolie).
U.N.E.V. (Nord-Vietnam).
U.W.I.S. (Antilles anglaises).

La Corse : pour étudier, La mer à boire



Pour nombre de jeunes de notre pays, aller à l'Université signifie quitter sa ville pour aller dans une implantation universitaire où existent les enseignements souhaités : plus on avance dans les études, plus il faut aller loin. Or, quitter sa famille veut dire se loger, se nourrir tout seul et l'on sait que rares et chers sont les cités, les restaurants, les transports.

Le centre de l'enseignement supérieur laisse de grandes taches blanches où étudier est impossible pour les bacheliers les plus défavorisés ; d'ailleurs cela va s'améliorer : il est prévu que les CFPM proposés par le réjou M. Guichard rayonnent sur une ou plusieurs académies... encore des voyages en perspectives.

Cet état de fait est manifeste pour les étudiants corses qui sont contraints d'aller sur le continent : « Etudiants de France » publie ci-dessous un article que l'Union générale des étudiants de Nice a expédié.

Des revendications spécifiques

Il serait erroné de détacher le problème corse de l'ensemble des problèmes qui se posent au pays tout entier ; en revanche, il est facile de reconnaître que la politique du pouvoir aggrave le déséquilibre entre la Corse et le continent.

Le développement inégal des régions et les politiques de rentabilité laissent la Corse au dernier rang des départements français. L'industrie est inexistante, l'exode massif. Le revenu annuel moyen est de 6.000 F alors que la vie est de 30 % plus chère que la moyenne nationale.

Il ne s'agit pas de valoriser un particularisme mais d'isoler une spécificité. Les étudiants corses subissent la crise universitaire mais ils ne peuvent avancer une série de revendications qu'ils ne partagent avec personne. Cette spécificité est constituée en partie par ce qu'il est convenu d'appeler le handicap de l'insularité.

L'UNEF et la Fédération des étudiants corses proposent :

L'UNEF et la fédération des étudiants corses n'ont cessé de demander pour les étudiants corses :

- L'alignement des tarifs de la Transat sur la SNCF ;
- La réduction de 50 % sur Air France ;
- Une augmentation du taux des bourses correspondant au handicap d'insularité.

Cette lutte pour la continuité territoriale, nécessité et l'implantation de structures universitaires et la création d'infrastructures culturelles. A ce propos, l'UNEF et la FEC ont été les seules à formuler des propositions concrètes. Propositions qui tenaient compte des possibilités de l'île et de sa relance économique afin que les étudiants ne soient pas des chômeurs en puissance.

L'UNEF et la FEC ont aussi bien rejeté le slogan démagogique sur l'université corse que mis en garde les étudiants contre les intentions du pouvoir de créer une université croupion et au rabais. Cette lutte a été matérialisée par l'adoption en juin dernier et à l'unanimité au conseil d'université de Nice d'un rapport de la commission pour l'enseignement supérieur en Corse.

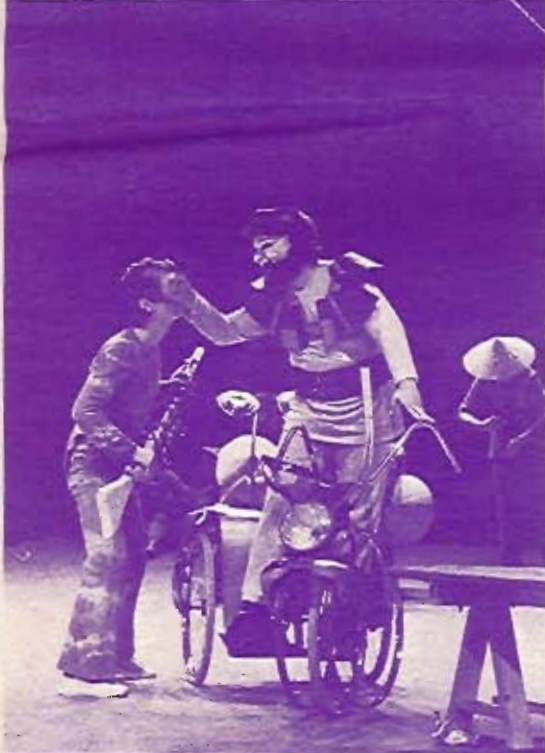
Les étudiants corses prennent de plus en plus conscience que seules les luttes unitaires et de masse peuvent faire aboutir leurs légitimes revendications. D'où le rôle déterminant qu'ils ont joué, par exemple, dans le succès de la FRUF qui, pour la première fois, enlève tous les comités de résidents. D'où, aussi, l'échec de tous les groupuscules qui sévissaient dans le milieu corse grâce à l'exaltation de la xénophobie.

Avec l'UNEF dans l'action unie :

L'UNEF et la FEC ont donné le ton il y a plus d'un an en signant une plate-forme d'action commune largement approuvée par les étudiants corses. Cet été, les jeunes communistes, radicaux-socialistes, du FRE, du MODEC, la FEC l'UNEF et l'UNCAL ont répondu à l'appel de la jeunesse en tenant le premier rassemblement de la jeunesse démocratique insulaire. Le processus est désormais irréversible et l'UNEF, la FRUF, la FEC ont décidé de retrouver les forces vives du mouvement revendicatif insulaire en s'inspirant du mouvement du 29 novembre où par leur union et leur action les masses laborieuses corses firent reculer le pouvoir.

Il restait à donner aux étudiants corses les moyens de prendre eux-mêmes en main leurs revendications afin qu'ils puissent poser avec force la spécificité de leurs problèmes. Définir une pratique qui n'isolait pas leurs luttes mais, bien au contraire, les ferait bénéficier de l'aide des grands syndicats étudiants et plus généralement de toutes les forces de progrès. Il fallait que l'action des étudiants corses entraîne l'appui des syndicats nationaux et vise les jonctions avec la population de l'île. C'est ainsi que les représentants de l'UNEF et de la FRUF de Nice et ceux de la FEC ont décidé au mois de décembre 70 la création du rassemblement intersyndical des étudiants corses. Le RIEC répond à trois nécessités : d'une part il implique par la présence de l'UNEF et de la FRUF le soutien des syndicats nationaux et de l'autre, il apporte par la FEC une garantie de lutte sur la base de la spécificité corse. Enfin, il exprime la volonté d'un courant majoritaire chez les étudiants corses de Nice. C'est dans le RIEC que les étudiants corses se reconnaîtront pour la réalisation de leurs objectifs généraux et spécifiques.

Théâtre : KATEB YACINE à Lyon



« L'homme aux sandales de caoutchouc », c'est Ho Chi Minh, bien sûr. C'est aussi le titre de la pièce que Marcel-Noël Maréchal et la Compagnie du Cothurne ont présentée au théâtre du VIII^e, du 10 novembre au 18 décembre. En fait la pièce n'est pas qu'un hymne à la gloire de l'oncle Ho. C'est une œuvre dramatique sur l'homme vietnamien, donc bien entendu sur Ho Chi Minh confondu avec son peuple, en lutte depuis des siècles contre le colonialisme et l'impérialisme.

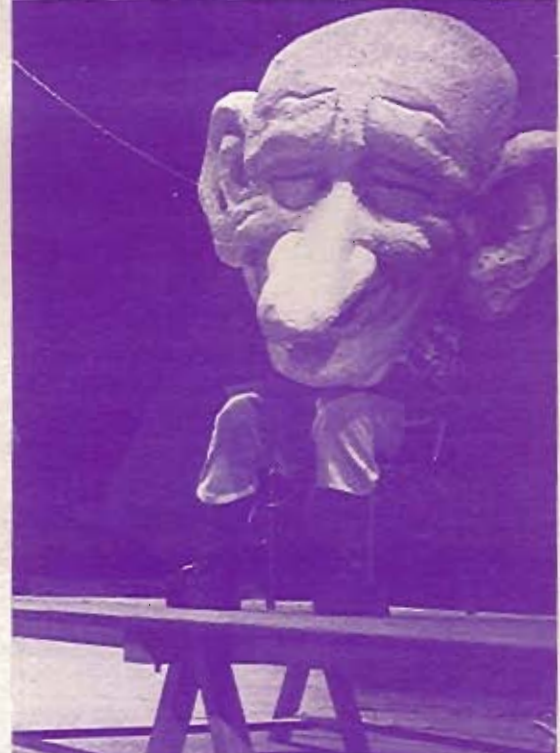
Au début de la pièce, quinze comédiens vietnamiens racontent l'histoire de la colonisation de leur pays, des origines (les féodaux chinois) jusqu'à l'arrivée d'Ho Chi Minh. On entre alors dans l'époque contemporaine ; les comédiens se groupent d'une part dans le « chœur » des Vietnamiens qui vaquent à leurs activités quotidiennes, à visage nu sur la scène traditionnelle et, d'autre part, en un « contre-chœur » qui, sous les masques les plus divers, représente l'agresseur (français, japonais, américain ou vietnamien fantoche) déferlant de la salle sur la scène. Maréchal, dès lors, déploie son imagination scénique : s'inspirant du guignol, du music-hall, de la bande dessinée, du show-parade électoral, du jeu de massacre, du cirque, du carnaval, il donne à cette fresque historique une verdeur et une énergie qui permettent à la pièce de prendre toute son efficacité. Plutôt que d'exalter la lutte des opprimés, elle tourne remarquablement en ridicule leurs oppresseurs. Au théâtre, au moins, la dérision est l'arme la plus efficace.

Un auteur algérien, une pièce sur le Vietnam, un metteur en scène qui a déjà laissé apparaître des drapeaux rouges sur scène (dans « La Poupée » d'Audibert), voici au moins trois raisons pour que « L'homme aux sandales de caoutchouc » provoque des réactions à Lyon où la municipalité, dirigée par Louis Pradel, comprend, entre autres réactionnaires, Soustelle et l'U.D.R. locale. A huit jours de la première, M. Pradel faisait fermer le théâtre, prétextant la sécurité : M.-N. Maréchal avait fait enlever des fauteuils pour installer un dispositif de cirque permettant aux acteurs d'évoluer au milieu ou autour des spectateurs. La Compagnie du Cothurne a donc dû reculer la date de la première représentation pour modifier la mise en scène, rétrécir l'espace scénique, remonter les fauteuils. Maréchal a pu cependant conserver un praticable traversant la salle, grâce à l'appui massif du comité d'animation du théâtre du VIII^e (composé d'associations culturelles, de collectivités et des grandes organisations syndicales dont l'A.G.E.L.-U.N.E.F., la F.R.U.F. et l'U.G.E.) qui a vivement protesté auprès de la mairie et mené une campagne auprès de l'opinion pour que la création de la pièce de Kateb Yacine soit assurée « en dépit de toute censure, ouverte ou déguisée ». Conséquence, regrettable pour certains : les représentations ont eu lieu à bureau fermé, y compris pendant les huit jours de prolongation.

Malgré ces difficultés et grâce aux comédiens (1) obligés à un travail considérable, le spectacle est resté drôle, rythmé, percutant, en un mot, dont on a trop souvent abusé : populaire. Une pièce à voir et, sinon, à lire.

François MOREY.

(1) Béatrice Audry, Bernard Ballet, Philippe Bianco, Raoul Billerey, Christine Cayre, Alain Crassas, Jean-Claude Fal, Guy Fox, Gilbert Guillaud, Philippe Kersaki, Jean-Jacques Lagarde, Rico Lopez, Luce Mérite, Nicolas Pignon, Bernard Segaud. Mise en scène : M.-N. Maréchal, dramaturgie : Martin du Theil, Bourgeat, décor, costumes de Jacques Angéniol.





« Salut », Françoise tend une main hésitante à son camarade d'U.V. embarrassé entre son gobelet et une sacoche prête à rendre l'âme. La discussion s'engage autour du partiel. « Ça ne va plus dit Françoise, on est trop dans cette U.V., le contrôle continu est impossible. En plus, quand tu ne peux pas venir, il n'y a pas de polys. Tu ne peux même pas travailler à la biblio : elle n'est pas encore ouverte. Pour moi, au dernier partiel, ça a bien marché, mais aujourd'hui je ne sais pas comment ça va aller. Et puis, de toute façon, les débouchés, c'est plutôt mince. » « Ouais, moi c'est pareil ; si seulement nous étions moins nombreux. Mardi dernier, je suis arrivé en retard et j'ai dû m'asseoir par terre pendant trois heures,



de parole dans les douze U.V. Un tract appelant à préparer la journée nationale d'action — 63 « Etudiants de France » vendus et huit adhésions depuis la semaine dernière. Elle donne aussi des informations sur le déroulement de l'action dans les autres U.E.R., et dans les autres villes.

La discussion s'engage. De nombreuses propositions sont faites. A la demande de Françoise, on décidera, par exemple, qu'ils expliquent dans leurs U.V. pourquoi il faut agir pour la dédoubler et qu'ils proposent aux étudiants d'aller en délégation



je ne voyais pas le prof... » Et avec les C.F.P.M...
« Non, les C.F.P.M., reprend Jean-Pierre, faire des études pour être gratte-papier, ça ne m'intéresse pas. »
Il faudrait faire quelque chose...
« A midi et demi, je vais à la réunion du comité U.N.E.F., il faudrait voir ce qu'on peut faire. »
Jean-Pierre, à la sortie de la salle, entraîne Françoise en 309 en lui montrant une affiche :

MARDI, 12 h 30, 309
Réunion comité U.N.E.F.
sur les C.F.P.M.

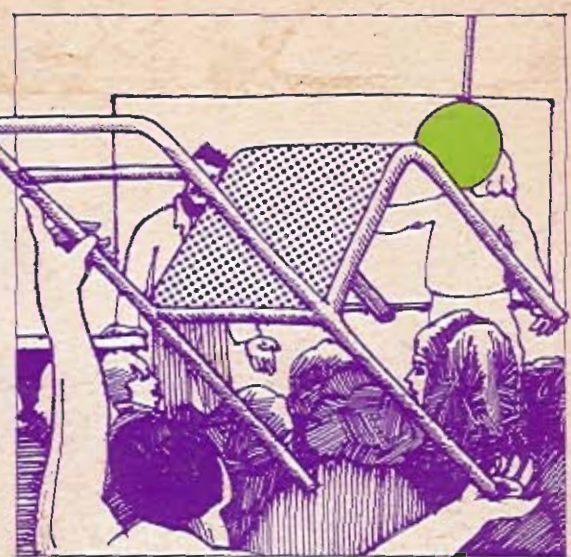
C'est une salle comme les autres, mais les tables sont groupées au milieu entourées de chaises. Au mur, des affiches et



à la fin du cours au conseil d'U.E.R. avec le soutien des élus U.N.E.F. La fille qui « préside » propose aussi une motion à faire discuter et adopter par les étudiants. Jean-Pierre et Françoise aussitôt après la réunion, avec l'aide du barbu qui est élu au conseil et qui, semble-t-il, connaît beaucoup de chiffres.

Françoise, avant de partir avec Jean-Pierre au R.U., s'est syndiquée et a pris sa carte U.N.E.F., un « E.d.F. » pour en savoir plus sur les C.F.P.M.

« C'est normal, dit-elle, tout seul on ne peut rien faire. Mais je ne croyais pas que



des annonces. Il y a là déjà une dizaine d'étudiants, quelques-uns discutent, il y en a un qui, solitaire, regarde très loin derrière la fenêtre, deux autres affairés à rédiger une affiche. Un barbu lit un texte ronéoté. Sur une table, près de l'entrée des journaux, des tracts, des cartes syndicales. Après quelques minutes la réunion commence, Jean-Pierre et Françoise s'assoient l'un à côté de l'autre, un retardataire va chercher une chaise dans une salle contiguë. C'est une fille longue et mince qui parle la première.

« Bon, aujourd'hui, on fait le point sur les C.F.P.M. »

Elle explique brièvement les premiers résultats de l'action engagée. Deux cent cinquante dossiers diffusés. Des prises

s unis, plus r
us serons plu
EF, dans l'UN
is, plus nombr
is forts ! dans
s serons plus
F, dans l'UNE

l'U.N.E.F., c'était aussi simple. » « Mais, ajoute-t-elle, qui décide pour les revendications qui concernent toute la faculté et au niveau national ? »

Jean-Pierre, tout en marchant vers le R.U., explique le fonctionnement de l'U.N.E.F. : les comités, les C.A., les A.G.E., le Collectif national, le Bureau national.

« D'ailleurs, mardi prochain, tu comprendras encore mieux, on discutera de la préparation du 60^e congrès de l'U.N.E.F. » Cela s'est passé un mardi de la fin janvier. Où ? En fin de compte peu importe dans cent endroits.

J'adhère à l'U.N.E.F.

NOM Prénom

Adresse

Ville universitaire Faculté ...

U.N.E.F., 11, rue du Caire, Paris-II'

Je m'abonne à E.F.

NOM Prénom

Adresse

Ville universitaire

Adresser l'abonnement :

1 an 7 F Pascal SOFER - UNEF

Soutien 15 F 11, rue du Caire (2')